

Anne Monjaret et Catherine Pugeault (dir.). *Le Sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques*. Paris, ens Editions, 2014, 264 p.. par Catherine Deschamps ens d'Architecture de Paris Val-de-Seine Sophiapol/Lasco Université Paris Ouest Nanterre La Défense cathdes@club-internet.fr

DANS **ETHNOLOGIE FRANÇAISE** 2016/2 Vol. 46 , PAGES 365H À 379H
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0046-2616

ISBN 9782130733867

DOI 10.3917/ethn.162.0365h

Date de mise en ligne : 26/05/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2016-2-page-365h?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

■ COMPTES RENDUS

Viktoria Von Hoffmann

Goûter le monde. Une histoire culturelle du goût à l'époque moderne

Bruxelles, Peter Lang, 2013, 300 p.

par Marie-Luce Gélard

Université Paris Descartes/IUF
marie-luce.gelard@parisdescartes.fr

Issu d'une thèse de doctorat, cet ouvrage ambitieux de 300 pages porte sur l'histoire culturelle du goût à l'époque moderne, période charnière au cours de laquelle apparaît un sens figuré du mot, le « bon goût » dont les usages seront déterminants. Dès le début de son texte, l'auteur souligne que le goût a toujours été négligé tant par les *food studies* – lesquelles sont très développées – que par les *sensory studies*¹ qui vont privilégier d'autres sens. « Est-il possible d'entreprendre une histoire du goût comme expérience sensible du monde, désenclavée de l'étude de la seule cuisine ? » [21]. Par la question qu'elle pose, Viktoria Von Hoffmann souligne d'emblée que l'histoire du goût est plus vaste que celle de l'alimentation. Bien d'autres domaines vont être interrogés : le médical, le religieux et le philosophique.

La première partie, « Les périphéries du sensible » traite de l'attention accrue portée au sens du goût. À ce titre, le xvii^e siècle marque un changement dans les habitudes alimentaires. L'apparition de la cuisine dite « moderne »² s'accompagne d'une modification des préférences gustatives. « Tout reliquat des habitudes antérieures est perçu comme vulgaire et témoigne de l'appartenance à un rang social inférieur » [34]. Cette « nouvelle cuisine » et les perceptions liées au goût se concrétiseront plus tard avec l'invention de la gastronomie. Désormais, il convient de discerner les saveurs et d'y être attentif. La nouvelle cuisine est aussi thérapeutique, comme l'évoquent les liens traditionnels entre cuisine et médecine ancienne. Leur séparation sera corrélée à la remise en cause de la théorie des humeurs, qui « considérait en effet que les goûts, liés

aux tempéraments individuels, ne pouvaient pas être contrariés, car ils se justifiaient par des raisons médicales » [65].

L'importance du goût dans son opposition au « mauvais goût » est bien mise en valeur. C'est la possibilité d'une « honnête gourmandise » par le biais de cette nouvelle cuisine qui apparaît. Autrefois le goût et le dégoût étaient dissimulés car associés à une absence de maîtrise corporelle ; c'est la nécessaire domestication des pulsions. Au xvii^e siècle, on assiste donc à l'émergence d'une nouvelle sensibilité gustative.

L'auteur nous conduit à la compréhension progressive du goût dans ce siècle, sens longtemps méprisé car il fut associé à la gourmandise et à la glotonnerie, un vice rappelant aussi les images négatives qui lui sont associées : les ogres, les démons, les ordes. Ainsi, la question du goût est-elle le plus souvent associée à des débordements et des désordres qui « entraînent une dépréciation du sens lui-même » [103]. C'est aussi la dévalorisation du corps propre aux sociétés occidentales qui explique ce rejet du goût et au-delà de tous les sens (le goût et le toucher étant les plus proches du corps sont donc les plus éloignés de l'esprit).

Viktoria Von Hoffmann revient également sur les hiérarchies sensorielles où le goût est souvent le dernier des sens, car il rappelle les sensorialités basses, celle du « sens du contact », le goût et le toucher, par rapport aux sensorialités hautes, celles des « sens à distance », l'ouïe et la vue. Ces catégorisations sont elles-mêmes très liées à des cultures dualistes avec des oppositions fortes qui traversent le temps, à tel point que le goût demeure un sens inférieur, fondement de l'animalité comme le révèle l'analyse du bestiaire des animaux goulus. L'auteur analyse également les associations sensorielles, celle du goût et du toucher mais aussi celle du goût et de l'odorat (un sens mixte). Elle montre enfin comment les nouvelles théories philosophiques, celles de l'empirisme et du sensualisme vont modifier profondément notre rapport aux sens, à tel point que les sensibilités deviennent un thème phare du siècle des Lumières.

La seconde partie de l'ouvrage, intitulée « Une nouvelle modalité sensorielle », s'ouvre sur l'analyse du discours des sens dans la Bible. Si la tradition chrétienne entretient « une relation trouble à l'égard du corps » [166], la rencontre intime avec Dieu se décrit souvent dans un langage gustatif, « goûter Dieu », faisant de cette expérience quelque chose de proprement individuel, à l'image du goût lui-même. Ce sens singulier

1. Si l'anthropologie sensorielle peine à se constituer en France elle est, en revanche, bien institutionnalisée depuis plusieurs décennies Outre-Atlantique.

2. Celle-ci privilégie la saveur de chaque aliment et pour cela se trouve nettement moins épicée.

va devenir, dans le cadre de la société de cour, l'idéal de la perfection avec le développement du « bon goût » et des critères esthétiques du beau. « Le goût est donc envisagé dans une perspective élitiste excluant ceux qui ne le possèdent pas » [180]. Le goût s'apparente dès lors à une forme de discernement.

C'est avec beaucoup de minutie et une abondance de références historiques que cet ouvrage établit comment le goût est devenu l'objet d'un emballement sans précédent au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles, mais il s'agit du goût au sens figuré, du « bon goût », du jugement esthétique et non de la saveur des choses.

La question de la place du goût dans le développement ultérieur de la société de consommation et de l'individualisme ouvre une perspective novatrice. Sens singulier et souvent dévalorisé écrit l'auteur, le goût à la fois sensuel et intellectuel fait « désormais partie des qualités de l'homme du monde » [251] et devient le « signe tangible d'un progrès de civilisation » [252].

L'histoire du goût proposée dans cet ouvrage passionnant apporte donc beaucoup à l'étude des sensibilités. L'ambition réussie de décoder la construction du sujet moderne par l'analyse des variations et des perceptions du goût dans le passé en est la preuve.

Alice Conklin

In the Museum of Man. Race, Anthropology, and Empire in France, 1850-1950

Ithaca and London, Cornell University Press, 2013, 374 p.

par Marie-Albane de Suremain
UPEC/CESSMA UMR 245
marie-albane.desuremain@u-pec.fr

Le titre de l'ouvrage d'Alice Conklin, *In the Museum of Man*, promet déjà une plongée passionnante dans l'histoire des ethnologues et des anthropologues qui en ont porté le projet et assuré l'ouverture en 1938, au cœur d'un musée d'une grande modernité lors de son inauguration. Mais le sous-titre du livre, *Race, Anthropology, and Empire in France, 1850-1950*, donne une idée plus nette de l'ampleur de l'enquête menée, qui retrace sur un siècle le développement de l'anthropologie et de l'ethnologie au prisme des multiples débats et conflits que la notion de race a suscités, en France, dans son empire, et même au-delà : étayée par la maîtrise d'une ample bibliographie, anglophone et

francophone, d'histoire de l'anthropologie, de l'ethnologie aussi bien que de la sociologie, l'ouvrage multiplie les mises en perspective du cas français avec l'histoire des sciences de l'homme et des musées en Grande-Bretagne, en Europe, aux États-Unis, et donne même quelques aperçus sur la situation des musées d'anthropologie en Union soviétique dans les années 1930.

Suivant un fil chronologique, le premier chapitre de l'ouvrage analyse comment deux réseaux de savants entrent en concurrence, des années 1850 aux années 1890 marquées par l'affaire Dreyfus. D'une part Paul Broca épris de mesures anthropométriques et l'École d'anthropologie, fondée en 1876, défend une vision évolutionniste des races. D'autre part, Jean-Louis Armand de Quatrefages, titulaire de la chaire d'anthropologie au Muséum d'histoire naturelle à partir de 1856, et ses condisciples ne s'intéressent pas seulement à l'anthropologie physique mais aussi à l'ethnographie, et font ouvrir le premier Musée d'ethnographie en France au Trocadéro, sous la direction d'Ernest-Théodore Hamy. Poursuivant cette fresque, Alice Conklin brosse les portraits scientifiques de l'anthropologue Paul Rivet et du sociologue Marcel Mauss dès le tournant du siècle, leur collaboration depuis les années 1910 et leur lutte contre l'antisémitisme et le fascisme dans les années 1930, tandis qu'émerge un front ethnographique, emmené par Arnold van Gennep et Maurice Delafosse depuis les années 1910 (chapitre 2). L'auteure détaille alors les enjeux de la création en 1925 d'un Institut d'Ethnologie, qui saura s'appuyer sur des enquêtes de terrain ethnographiques, au sein de l'Université de Paris, même si l'École d'anthropologie reprend aussi de la vigueur aux lendemains de la Première Guerre mondiale.

Le cœur de l'ouvrage (chapitre 3) montre comment l'émergence de l'ethnologie conduit Paul Rivet et Georges Henri Rivière à transformer le poussiéreux musée d'Ethnographie en un musée de l'Homme, unique en France, à la pointe de la recherche, mais qui se veut aussi attrayant pour un public de masse et à vocation pédagogique, capable de rivaliser avec les plus grandes institutions de l'étranger. Dans le chapitre suivant, l'auteur discute la manière dont ce musée moderne a pu participer au combat de Rivet et de son équipe contre les théories scientifiques de l'époque qui accrédiétaient les différences et les hiérarchies raciales, dans un contexte impérialiste et de montée des fascismes. La plupart des anthropologues et des biologistes rejetaient les notions de pureté et de stabilité

raciales, mais non celle de race, et cherchaient à montrer les interactions entre hérédité et environnement. La notion de race étant ainsi considérée comme suffisamment assurée pour devenir un objet d'exposition au public, des crânes et des ossements furent de fait exposés en même temps que des objets dans les vitrines du musée de l'Homme.

Sans fascination ni complaisance pour son objet de recherche, et quelles que soient les nuances de la conception que se faisait Paul Rivet de la race (sans rien de commun avec l'ethnoracisme d'un Georges Montandon), l'auteure en déduit que les typologies raciales, purement descriptives et arbitraires, exposées au musée de l'Homme n'ont pas été perçues comme telles par le public [188]. Le chapitre 5 interroge la dimension coloniale de l'ethnologie dans l'entre-deux-guerres. En concurrence institutionnelle avec une anthropologie qui ne reniait pas toute forme de déterminisme biologique, Mauss, Rivet et Lévy-Bruhl considèrent que la connaissance des cultures et des peuples dans les colonies françaises est indispensable à la « civilisation » de ces derniers, et plaident pour que leur expertise scientifique ethnologique soit plus largement diffusée [191]. Toutefois, ces liens ambigus entre ethnologie et colonisation posent aussi les prémices d'une critique de celle-ci, à partir des observations effectuées lors des enquêtes de terrain – une pratique nettement encouragée par les « maîtres » à partir des années 1930 (chapitre 6).

Le dernier chapitre, consacré à Vichy et à la question de la race, analyse l'épreuve qu'a constitué la guerre pour ces ethnologues du Muséum, dont certains ont été assassinés (Anatole Lewitsky, Deborah Lifschitz...) et dont un grand nombre s'est aussi engagé dans la Résistance, formant le réseau du musée de l'Homme, au prix de leur vie, pour défendre des valeurs d'humanisme et de réciprocité, pendant que d'autres faisaient progresser leur carrière, tel Marcel Griaule, directeur par interim du musée de l'Homme de juillet à décembre 1941, puis titulaire de la chaire d'ethnologie de la Sorbonne créée fin 1942. L'auteure conclut l'ouvrage sur la dénonciation du racisme et l'analyse de la race comme mythe social en 1950 par un organisme international, l'UNESCO – des thèses développées notamment par Michel Leiris et Claude Lévi-Strauss. Elle montre les nouvelles perspectives ouvertes par l'anthropologie structurale et l'analyse de la situation coloniale par Georges Balandier.

De nombreux travaux ont déjà été publiés sur ce siècle d'histoire des sciences de l'homme et sur le Musée

de l'homme³ toutes références que l'on trouvera au fil de l'ouvrage dans un appareil de notes important et dans la bibliographie finale. L'une des grandes réussites du livre d'Alice Conklin est de combiner différents points de vue pour mettre en scène la construction et l'évolution des théories sur la race, la société, la culture, au sein d'un monde savant qui se professionnalise dans la première moitié du xx^e siècle, tout en interrogeant leur articulation avec le contexte politique, culturel et impérial d'alors [10]. Cette fresque ne se limite pas à une histoire des idées et des disciplines scientifiques, ou même des institutions qui les ont portées et de leurs rivalités. Dans une perspective d'histoire sociale, culturelle et politique, elle s'intéresse aussi aux acteurs – à travers une galerie de portraits très documentés, apportant des éclairages sur des parcours singuliers, par exemple celui de Marcel Griaule [294 sqs.]. Elle reconstitue leurs liens, leurs réseaux, leurs divergences, s'attache à l'évolution de leurs pratiques de recherche, et tente de recontextualiser avec beaucoup de finesse leurs prises de position et leur production scientifique, à l'échelle de la France métropolitaine ou de l'Europe, aussi bien que sur le terrain des colonies. Particulièrement sensible aux nuances théoriques et aux valeurs humanistes portées par certains de ces réseaux savants, elle parvient à brosser un tableau à la fois lumineux et incarné d'un univers scientifique fort complexe, renvoyant régulièrement à la riche bibliographie scientifique déjà constituée.

Partant des « maîtres » et des institutions métropolitaines, la part laissée aux enquêteurs sur le terrain des colonies, qui sont loin d'être tous des scientifiques professionnels dûment missionnés, reste relativement secondaire, ou évoquée de deuxième main, mais ce n'était pas là le cœur de l'enquête, centrée sur le musée de l'Homme – un point d'ancrage qui donne une assise et une perspective éclairante à un siècle d'histoire de la race, de l'anthropologie et de l'empire en France.

3. Tels, en France, ceux de Claude Blanckaert, 2001, *Les Politiques de l'anthropologie. Discours et pratiques en France, 1860-1940*, Paris, L'Harmattan ; Claude Blanckaert, 2009, *De la race à l'évolution. Paul Broca et l'anthropologie française 1850-1900*, Paris, L'Harmattan ; Nelía Dias, 1991, *Le Musée d'ethnographie du Trocadéro (1878-19808)*, Paris, CNRS ; Benoît de L'Estoile, 2007, *Le Goût des autres. De l'exposition coloniale aux arts premiers*, Paris, Flammarion ; Christine Laurière, 2008, *Paul Rivet. Le savant et le politique*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle ; Laurent Mucchielli, 1998, *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France (1870-1914)*, Paris, La Découverte ; Martine Segalen, 2005, *Vie d'un musée*, Paris, Stock ; Emmanuelle Sibeud, 2002, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France 1878- 1930*, Paris, Éditions de l'EHESS, etc.

Camille Mazé

La fabrique de l'identité européenne. Dans les coulisses des musées de l'Europe
Paris, Belin, 2014, 303 p.

par François Hubert
Musée d'Aquitaine
f.hubert@mairie-bordeaux.fr

En 1999, le livre d'Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales*⁴ avait fait date en montrant le rôle que la culture (histoire, langues, monuments, folklores, musées d'ethnographie...) avait joué dans la création des états-nations. Dans la même logique, Camille Mazé s'interroge sur le rôle de cette nouvelle génération de musées apparue voici une trentaine d'années et qui revendique une dimension européenne. Ces « musées de l'Europe » sont-ils en train de créer les conditions culturelles d'une adhésion collective à l'Europe politique ? Les musées d'histoire et d'ethnologie comme les disciplines dont ils relèvent font écho aux débats de la société et doivent sans cesse s'adapter à ses questionnements. Il était donc naturel que la prise en compte de la dimension européenne soit d'abord le fait des « musées de la Nation » qui portaient un regard critique sur leur propre histoire. Cette refondation des musées nationaux domine largement les autres projets et Camille Mazé leur consacre l'essentiel de sa première partie. La deuxième partie décrit le contexte institutionnel, les approches politiques différentes et la diversité des cultures qui rendent extrêmement complexe la création des musées de l'Europe, qu'il s'agisse de la refondation d'anciens musées ou des créations *ex nihilo*. La dernière explore les stratégies qui sont mises en place par les initiateurs des projets et les difficultés auxquelles ils se heurtent.

Cet ouvrage relève ainsi à la fois de l'anthropologie et de la science politique (et fait suite à une thèse soutenue sous la direction de Michel Offerlé), ce qui est cohérent lorsqu'est abordé un sujet fortement déterminé par les institutions politiques européennes et pas seulement par son contexte culturel. En effet, pour comprendre pourquoi les musées d'Europe ont du mal à émerger malgré l'intervention d'acteurs culturels compétents, il faut faire un détour par l'histoire institutionnelle et politique. Le conseil de l'Europe créé en 1949 se contente de favoriser diverses activités

culturelles avec l'accord des États et, en 1954, il définit une convention culturelle qui incite à la connaissance de l'histoire et des langues des autres parties contractantes. Il faut attendre le traité de Maastricht (1992) pour étendre les compétences de l'Union Européenne à la culture. Mais une contradiction apparaît entre le Parlement qui soutient une politique culturelle européenne et la Commission et les États membres qui défendent leur souveraineté dans ce domaine. Ces points de vue divergents expliquent la difficulté de l'Europe à se positionner lorsque, confrontée au tournant de 1989, elle se trouve désarmée face au surgissement de la mémoire dans le débat public : elle doit combattre la montée des nationalismes et de la xénophobie ; le Conseil de l'Europe se voit contraint de procéder à un certain nombre de commémorations : la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de la Shoah, du nazisme, du franquisme ou du communisme. Cette action relève plus, écrit Camille Mazé, « d'une politique du passé que d'une véritable politique historique qui a du mal à se mettre en place à l'échelle européenne » [76], ce qui explique peut-être l'apparition de nombreux projets que ce livre, pour la première fois, parvient à lister et à classer.

C'est une dizaine en moins de 30 ans que Camille Mazé identifie et qu'elle répartit en trois catégories : ceux qui relèvent de la reconversion des musées de la Nation comme le Deutsches Historisches Museum et le Museum Europäischer Kulturen à Berlin ou le MUCEM à Marseille ; ceux qui relèvent d'initiatives de la société civile comme le musée de l'Europe à Bruxelles, le lieu d'Europe à Strasbourg ou le Bauhaus Europa à Aix-la-Chapelle dont les initiateurs sont très différents : des historiens renommés comme au musée de l'Europe – Elie Barnavi et Krzysztof Pomian – ou des acteurs du monde économique, comme à Strasbourg ; et enfin des musées qui sont le fruit d'une volonté politique ou institutionnelle comme le Parlamentarium à Bruxelles qui évolue en une Maison de l'Histoire européenne. Nombre de ces projets ont rapidement été abandonnés comme le Museum per l'Europa de Turin qui n'a pas bénéficié des crédits escomptés dans le cadre de la candidature de la Ville au titre de Capitale européenne de la culture, ou le Bauhaus Europa d'Aix-la-Chapelle victime d'un référendum populaire.

L'auteur montre bien que « l'apparition des musées de l'Europe est liée à la fois à l'histoire des musées, à l'histoire des sciences et à l'histoire politique » [66]. Pour les uns, l'approche est culturelle : il s'agit de témoigner d'un passé et d'un héritage communs ; pour

4. Anne-Marie Thiesse, 1999, *La Création des identités nationales*, Paris, Le Seuil.

d'autres, elle est politique : il s'agit de faire accepter l'Union européenne comme une réalité incontournable. De ce fait, les méthodes et les démarches différents, et l'appellation « musée » est souvent impropre : beaucoup de projets s'apparentent plutôt à des centres d'interprétation ou à des maisons de l'Histoire, voire à des centres culturels. De fait la constitution de collections européennes ne va pas sans poser de problèmes et justifie que l'auteur y consacre plusieurs pages en se demandant si « collecter l'Europe » n'est pas un projet vain [166].

Il apparaît que les musées, selon les disciplines dont ils relèvent, défendent des définitions différentes de l'Europe. Les musées d'histoire se trouvent confrontés à la question des chronologies et des fondements religieux de l'Europe. Quand Elie Barnavi avait déclaré en 1999 que l'Europe débutait à « la fin de l'Empire romain, au moment où la chrétienté latine se replie sur l'Europe carolingienne » [179], il avait fait l'objet de vives critiques de la part des Grecs. La question des racines chrétiennes, fussent-elles laïcisées par les Lumières (position de Barnavi) suscite sans cesse des polémiques en particulier dans la perspective de l'entrée de la Turquie dans l'UE. Et l'on peut imaginer que le choix de l'UE de créer une maison de l'Histoire européenne plutôt que de soutenir le musée de l'Europe relève de la méfiance idéologique à l'égard des historiens. À l'inverse, l'ethnologie semble offrir plus de latitude à ces projets : le Museum Europäischer Kulturen définit une Europe culturelle qui intègre toute la culture occidentale et le MUCEM ouvre l'Europe à la Méditerranée, prenant en compte de ce fait les religions musulmanes, catholiques et orthodoxes. Ces analyses conduisent à un autre constat : l'approche de l'Europe est déterminée par la situation géographique de « ses » musées. Ainsi les projets berlinois sont-ils tournés vers l'Europe de l'Est ; ceux de Bruxelles s'intéressent surtout aux processus d'unification et d'intégration européenne, celui de Schengen traite d'une Europe sans frontières et le MUCEM s'ouvre à la Méditerranée. On conçoit aisément que s'il avait été créé à Lyon ou à Lille (lieux envisagés un moment pour la délocalisation du musée national des arts et traditions populaires), le projet de ce dernier eût été différent.

Du point de vue de la répartition géographique, l'auteur relève que les projets naissent essentiellement en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg, en France et en Italie, donc dans les pays signataires du traité de Rome instaurant la Communauté européenne (1957), comme si les autres se sentaient moins

européens. En réalité, Camille Mazé démontre que les musées qui s'ouvrent à l'Europe sont ceux qui connaissent une crise dans leur rapport à la nation en France, (mais aussi dans les pays latins), où dominent les valeurs de la haute culture, les musées d'art constituent la référence dominante reléguant les musées d'histoire et d'ethnologie à un rôle secondaire. La perte d'audience du Mnatp le contraignait à réfléchir à un autre avenir et l'ouverture à l'Europe était certainement la meilleure façon de lui trouver une nouvelle légitimité. En Allemagne, la proximité des *Heimattmuseum* avec le régime nazi a aussi conduit les scientifiques et les muséologues à voir dans l'ouverture européenne une possible renaissance.

À l'inverse, dans les pays du nord de l'Europe les grands musées ethnographiques, comme Skansen en Suède, ne connaissent pas de crise comparable car ils expriment la culture populaire qui, dans ces pays, fonde l'identité nationale. Ils n'ont donc aucune raison de rechercher une ouverture supranationale. Quant aux pays du centre et de l'est de l'Europe, ils ont fortement tendance à se replier sur leur identité nationale par réaction au marxisme.

On peut se demander comment, dans un contexte culturel et institutionnel sinon hostile, du moins peu propice à l'émergence des projets, certains d'entre eux sont parvenus à résister, voire à s'imposer. Camille Mazé accorde une place importante au rôle déterminant des « entrepreneurs » des musées de l'Europe. Elle note d'abord qu'un grand musée, fut-il de dimension européenne, ne peut véritablement voir le jour sans le soutien des personnalités politiques du pays où il est créé. Le MUCEM n'aurait pas abouti sans l'engagement de deux ministres de la culture successifs – Catherine Trautman et Catherine Tasca – et de Jacques Chirac, même si ce fut de manière moins appuyée que pour le musée du quai Branly. Helmut Kohl, lui-même historien, a soutenu mais aussi fortement influencé la philosophie de la *Haus des Geschichte* de Bonn, du *Deutsches Historisches Museum* et du *Museum Europäischer Kulturen* de Berlin. Et c'est peut-être par manque d'un puissant soutien politique que le musée de l'Europe de Bruxelles n'a pu véritablement s'institutionnaliser.

L'auteur met aussi en lumière les convictions profondes des spécialistes et conservateurs qui se sont battus pour faire avancer leur projet et dont les extraits d'entretien qui émaillent le livre le rendent d'autant plus vivant. On est impressionné par l'énergie dépensée par ces « entrepreneurs » des musées de l'Europe, contraints de négocier avec les politiques nationales et

européennes, de s'engager dans les *think tanks*, de faire appel au mécénat et au partenariat public privé, de jouer les lobbyistes pour des résultats qui sont rarement à la hauteur des attentes. Car « se faire une place pour ces nouveaux musées dédiés à l'Europe n'est sans doute pas chose aisée. Ils traitent d'un sujet qui n'intéresse pas foncièrement le grand public [l'Europe], ne possèdent pas de collections capables à elles seules de créer du sens et font le choix de la discrétion et de la sobriété sur le plan architectural, limitant ainsi leur visibilité et leur pouvoir d'attraction » [254].

La force de l'ouvrage réside ainsi dans sa capacité à proposer des analyses complètes et pertinentes en faisant varier chaque fois l'angle d'observation. Au-delà de l'étude des musées de l'Europe, il met en perspective les enjeux des musées de société aujourd'hui, se demande (et nous demande) si les musées d'histoire et d'ethnologie peuvent encore participer à la créations des identités, qu'elles soient nationales ou supranationales, et même si les peuples européens peuvent ou veulent partager une image commune d'eux-mêmes : « derrière l'apparence de simples projets muséographiques, ce sont en fait des visions intellectuelles politiques, idéologiques et géopolitiques de l'Europe qui se dessinent et s'affrontent » [197].

Bianca Botea

Territoires en partage. Politiques du passé et expériences de cohabitation en Transylvanie

Paris, éditions PETRA, Usages de la mémoire, 2013, 348 p.

par Michel Rautenberg

Centre Max Weber, Université de Lyon

Michel.rautenberg@univ-st-etienne.fr

Les publications sur la production des identités, le patrimoine et la mémoire collective dans les pays de l'ex bloc soviétique sont nombreuses depuis une bonne dizaine d'années. Dans les années 1990, alors que l'Europe connaissait un nouvel « éveil des nations », l'anthropologie européenne s'était attelée à comprendre cet intérêt inattendu des peuples pour les questions identitaires et nationales, comme ont pu en témoigner plusieurs numéros d'*Ethnologie française* ou de *Terrain*. Si les anthropologues français ont ensuite un peu délaissé ces terrains, ces recherches n'en ont pas moins continué en archéologie, en histoire, en

géographie ou en sciences politiques, alors que parallèlement la recherche internationale sur le patrimoine et la mémoire se structurait, pour partie, en *memory studies* et en *heritage studies*, prenant souvent ces pays pour terrain d'enquête. Récemment, le succès considérable – et troublant – de la notion de patrimoine immatériel a relancé ces travaux, y compris en France.

L'ouvrage de Bianca Botea, bien que traitant des « politiques du passé » et du territoire en Roumanie, a le mérite de prendre acte de la recherche – même si cela eût pu être de manière plus raisonnée – et de proposer une voie originale pour traiter de la force toujours active de la convocation du passé dans les politiques publiques de manière plus générale. Pour cela, elle fonde son analyse sur l'observation de situations concrètes, développant une approche que l'on pourrait qualifier de « pragmatique » du monde social. Elle met en avant les notions de négociation, d'expérience et d'action, faisant penser à la sociologie d'Anselm Strauss (cité en bibliographie, mais paradoxalement fort peu mobilisé). Un second point d'intérêt de cet ouvrage est son terrain, la Transylvanie, « région frontière » entre empires austro-hongrois et ottoman, entre « occident » catholique et protestant et « orient » orthodoxe et musulman, disputée entre Roumanie et Hongrie depuis les indépendances du XIX^e siècle, véritable « laboratoire de la diversité culturelle de l'Europe ». À lire cet ouvrage, la Transylvanie pourrait être un exemple paradigmatique des questions patrimoniales, territoriales et identitaires pour toute l'Europe de l'Est.

Issu d'un travail d'enquêtes effectué principalement à Cluj, capitale historique de la Transylvanie, au sein de deux musées, en observant une fête locale, et en participant aux travaux d'une association militant pour le rapprochement entre Roumains et Hongrois, l'ouvrage aborde la fabrication sociale et symbolique du territoire en analysant les diverses productions du passé que mobilisent les différents groupes ethniques, religieux et militants qui y cohabitent. La première partie, « Chemins d'une recherche », explique la complexité du territoire enquêté, peuplé dès le XII^e siècle par des Saxons, devenu « terre de l'aristocratie hongroise », puis « foyer roumain ». Enjeux sociaux, politiques et idéologiques se mêlent entre imaginaire et pratiques. Intégrée à la Roumaine en 1920, la Transylvanie deviendra un « haut lieu » de la mémoire roumaine en même temps que l'objet d'un traumatisme profond pour les Hongrois. En 1880, la ville de Cluj comptait 13 % de Roumains, 5 % d'Allemands mais 78 % de Hongrois, et les campagnes étaient majoritairement

roumaines. En 2011 la situation s'est inversée : Cluj comprend 75 % de Roumains et 15 % de Hongrois, qui sont désormais plus nombreux dans les campagnes. Prolongeant l'approche constructiviste de Rogers Brubaker⁵ qui avait fait ses preuves pour comprendre les mécanismes de l'ethnicité à Cluj, Bianca Botea prend le parti de considérer le territoire non pas comme une donnée politique ou anthropologique, mais comme un opérateur, une « catégorie performative » qui permet de comprendre comment fonctionnent l'espace public et le vivre ensemble.

La deuxième partie, intitulée « les territoires de coexistence », précise le cadre historique de la cohabitation entre magyarophones et roumanophones (terminologie qui a le plus souvent la préférence de l'auteure) en Transylvanie et à Cluj. Le centre de Cluj, autrefois cœur de la présence hongroise, fait l'objet de réappropriations roumaines plus ou moins brutales, connaissant différentes phases au gré des changements politiques, le paroxysme de la confrontation se plaçant entre 1992 et 2004 avec l'élection d'un maire nationaliste : fouilles archéologiques sur la place Uniri, haut lieu des Hongrois de Cluj, afin de retrouver les traces daces et romaines, sensés représenter les ancêtres des Roumains ; saturation de l'espace public par les couleurs nationales roumaines ; création des « Journées de la Transylvanie » mettant en valeur la dimension spécifiquement roumaine de la culture du territoire... Dans ce contexte, les musées sont des lieux stratégiques de production de discours sur le territoire. L'observation, conduite dans le musée national d'histoire de la Transylvanie et dans le musée d'ethnographie de la Transylvanie, a porté sur les pratiques et la vie quotidienne des personnels, et sur la politique culturelle des deux institutions. Héritiers du modèle allemand de la nation, les musées expriment « l'âme du peuple ». Mais les collections sont essentiellement hongroises. Elles restent alors confinées dans les réserves car il s'agit avant tout de montrer la continuité de la présence roumaine sur le territoire et de valoriser son autochtonie. À côté, une soixantaine d'associations magyarophones s'occupent de transmettre la culture hongroise et de développer les échanges touristiques avec la Hongrie. Ainsi, deux territoires coexistent : l'*Ardeal* roumain qui correspond aux frontières administratives actuelles, et l'*Erdely* magyar dont les limites varient avec le temps

et les interlocuteurs, essentiellement déterminé par la pratique de la langue magyare, et considérée comme partie intégrante de la « patrie » hongroise.

La troisième partie est la plus novatrice. Elle porte sur un mouvement « d'expérimentation » d'une autre Transylvanie, *Provincia*, auquel l'auteure a elle-même participé. Diverses initiatives littéraires, intellectuelles, artistiques et politiques proposent une Transylvanie délibérément roumaine et magyare, pouvant servir de modèle pour penser la cohabitation ethnique en Europe. Dépendant étroitement des subsides européens, mal perçue par les Roumains, l'expérimentation ne dura pas. Cependant, outre qu'elle a laissé des traces qui semblent encore vivantes dix ans plus tard, elle permet à Bianca Botea d'engager une analyse plus fine des liens entre identité et territoire. Pour sortir du dipôle Roumains/Hongrois, les militants créent une nouvelle catégorie d'habitants, le *Transylvain*, défendant une identité centre-européenne du territoire en le considérant comme hors des Balkans. Ce que cherchent les militants, c'est un espace de célébration de leur communion entre les deux communautés, plus largement un espace de célébration d'un territoire multi-ethnique que serait la Transylvanie. Finalement, pour eux, la question du territoire devrait pouvoir être posée en terme d'espace que Bianca Botea désigne comme « communionnel », c'est-à-dire « d'espace de célébration de l'entre-soi » [242]. D'autres exemples viennent enrichir cette hypothèse : la vente progressive d'objets catholiques ou protestants par un prêtre orthodoxe dans un lieu de mémoire commun aux deux communautés, ou l'érection en 2005 d'un arc de triomphe commun pour célébrer la révolte de 1848 contre l'aristocratie austro-hongroise. Pour l'auteure, cela signifie que la réconciliation ne passerait pas par la neutralisation de l'espace public, mais par la mise côte à côte, réciproquement acceptées, de deux mémoires, de deux histoires, de deux patrimoines. On ne peut se contenter, écrit-elle, de la dialectique entre espace public et espace communautaire, il faut créer les dispositifs qui permettent et favorisent la co-présence communautaire.

La partie conclusive ne rend pas justice de l'intérêt de ce livre. Trop longue et inutilement académique, elle rassemble des réflexions et des références dont on aurait pu se passer sans nuire à la compréhension de l'ouvrage, ou bien qui auraient pu trouver meilleure place plus tôt dans le développement. On pourra aussi regretter une construction parfois un peu chaotique qui conduit à quelques répétitions inutiles. Reste que

5. Rogers Brubaker, 2006, *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*, Princeton and Oxford, Princeton University Press.

(en reconversion professionnelle et recherche de réalisation de soi à travers la création) forment quatre profils originaux qui se retrouvent dans différentes trajectoires de formation, de transmission, d'exercice et dans l'investissement de marchés distincts, détaillés dans le chapitre 4. Après un retour sur les formations existantes aux métiers d'art, l'auteur y reprend les termes de Mauss, Bourdieu et Sennett pour décrire l'« apprentissage par corps » qui les caractérise [152], à travers une intériorisation de la pratique par le faire et une conscience aigüe du matériau et des gestes réalisés. Les routines du métier ainsi appropriées, à la fois conditions et support de la créativité, vont de pair avec l'incorporation d'une culture et d'une éthique du métier, ainsi que des discours, codes et esthétique qui leurs sont associés.

Les quatre derniers chapitres montrent comment cette éthique, qui rime avec passion, désintéressement et maîtrise des arts de faire s'inscrit douloureusement dans le système économique contemporain. En effet, si les artisans ne cherchent « pas toujours à produire pour faire du profit [il leur faut] faire du profit pour continuer à produire » [237]. Il s'agit alors de se fabriquer une compétence commerciale, afin de trouver sa place dans les expositions et les salons, faire l'épreuve de différentes stratégies de présentation de soi et de sa production, apprendre à gérer les relations avec les clients. Cette position ambivalente entre éthique du désintéressement et nécessité de s'investir dans des activités lucratives est mise en perspective dans le chapitre 6. Les trajectoires des artisans d'art sont en effet relativement éloignées d'une logique capitaliste de maximisation du profit. Cette « économie budgétaire » [226] de l'artisanat d'art participe ainsi à la construction d'une « critique métier »⁸ [228], qui se transcrit dans un attachement à l'apprentissage, au désir de bien faire et au temps long de la production et de la fabrication⁹. Construire la singularité de ses productions, de son nom, de son savoir-faire, s'investir dans un travail symbolique autour de la qualité ou de la mise en scène de ses objets, diversifier ses prix et sa production, sont autant de stratégies mises en place afin de se distinguer dans la sphère marchande, en articulant liberté de créer et nécessité de vendre.

8. Termes utilisés en référence à la « critique artiste » de Luc Boltanski et Eve Chiapello, 1999, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

9. Richard Sennett, 2006, *La Culture du nouveau capitalisme*, Paris, Albin Michel.

L'ouvrage se termine sur le difficile exercice de la prospective relative à l'avenir des métiers d'art [301]. Il dépasse alors ses objectifs de décrire la structuration d'un groupe pour la transcrire dans une réflexion plus large sur les transformations du monde économique et des statuts professionnels contemporains.

Au fil de ce texte, Anne Jourdain met en perspective sous un jour encore peu commun les descriptions des savoirs et des savoir-faire chères à l'ethnographie¹⁰. Un ethnologue de terrain apprécierait cependant que l'auteur puisse pousser un peu plus loin la porte des ateliers, afin de mieux expliciter les interactions entre les différents groupes d'artisans et que soient explorées plus avant les images que les clients et le public portent sur ces métiers d'art. L'ambivalence de la dichotomie entre métiers à connotation traditionnelle et métiers à connotation créative pourrait, elle aussi, être approfondie, alors qu'Anne Jourdain participe elle-même par cet ouvrage à la reconnaissance des métiers d'art en tant que groupe(s) professionnel(s). Un approfondissement qui soulignerait l'image inédite de l'artisanat d'art offerte par l'auteur : une image plurielle, construite à travers l'appropriation par chacun de son « cœur à l'ouvrage ».

Mathieu Trachman

Le Travail pornographique. Enquête sur la production de fantasmes

Paris, La Découverte, 2013, 300 p.

par Dominique Memmi

CSU-CRESPPA

dominique.memmi@csu.cnrs.fr

L'ouvrage de Mathieu Trachman entreprend d'analyser la production de films pornographiques sous l'angle d'un pur travail, et cela en deux temps : en se penchant sur ceux qui fabriquent ces films (et les représentations qu'ils véhiculent) puis sur ceux qui y jouent. Ce faisant, il signale son appartenance à une nouvelle génération de travaux sur la sexualité vénale, dotés de deux traits, non sans relation sans doute l'un avec l'autre. Produits par des auteurs masculins nés dans l'après 1968 et l'éclosion du féminisme, ils se démarquent de toute position normative, de sens

10. Denis Chevallier (dir.), 1995, *Savoir-faire et pouvoir transmettre*, Paris, Editions de la MSH.

commun ou savant, sur ces sujets : qu'il s'agisse de celle inspirée par la morale traditionnelle, ou par la morale politique du féminisme, fût-il universitaire. Pour ce faire, ils acceptent d'oublier, dans un premier temps, une double évidence de la sexualité vénale : sa « physicalité », et le fait qu'une prestation physique, ici sexuelle, se voit accomplie contre argent, et ce alors même qu'une telle transaction est fortement discréditée dans nos sociétés¹¹.

Cette position est porteuse de bénéfices scientifiques indéniables, en ce qu'elle permet de se désengager, au moins temporairement, de l'approche en termes de domination, pour faire apparaître des choses jusque-là relativement inaperçues. Prenant ses distances à l'égard du discours victimaire sur la prostitution, produit par ceux qui s'en sont érigés les porte-paroles, Lilian Mathieu [2014] a fait ainsi apparaître à quel point s'en distingue le discours indigène, les rares fois où il s'exprime. On découvre alors que ce dernier a été littéralement confisqué : indice d'une autre domination, celle qui empêche l'accès de certaines à toute parole autonome¹². En faisant parler les prostituées thaïlandaises de leur relations à leur métier et à leurs clients, Sébastien Roux met, quant à lui, l'accent sur les avantages objectifs qu'ils représentent pour elles : voie d'accès à la ville, à la liberté qu'elle autorise, à ses plaisirs ; promesse d'autres départs et de possibles investissements affectifs. Les autres contraintes qui s'exercent sur ces femmes n'en apparaissent alors que mieux : leur culture les somme de trouver des revenus – en se prostituant s'il le faut – comme soutien essentiel des familles élargies¹³.

Dans l'ouvrage de Mathieu Trachman, une même position épistémologique se révèle riche d'enseignements inattendus, rendus possibles par une « posture » – celle consistant à participer au travail pornographique à partir d'une « identité » (homosexualité assumée qui permet à l'enquêteur d'accéder au poste d'éclairagiste de ces scènes en le protégeant contre tout soupçon de voyeurisme hétérosexuel).

11. Pierre Bourdieu, 1994, « Le corps et le sacré », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 104, avril : 2.

12. Lilian Mathieu, 2014, *La Fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*, Paris, François Bourin éditeur : 195-197.

13. Sébastien Roux, 2011, *No money, no honey. Économies intimes du tourisme sexuel en Thaïlande*, Paris, La Découverte. Pour d'autres exemples de cette position a-normative, voir Baptiste Coulmont, 2007, *Sexshops, une histoire française*, Paris, Dilecta, ou le texte de lancement de la revue en ligne *Porn Studies* en 2013.

L'abandon de tout a priori normatif fait alors apparaître l'identité sociale paradoxale des actrices du « porno » : loin d'être des filles « perdues » des classes populaires, elles appartiennent aux classes moyennes et supérieures ; elles sont diplômées, contre toute attente (beaucoup ont fait une licence, voire un master) ; elles arrivent « volontairement » sur ce marché, qu'elles recherchent comme un moyen facile et plutôt agréable de gagner de l'argent. Cet emploi leur permet de satisfaire une sexualité assez libre car elles témoignent en effet d'un activisme sexuel et d'attentes explicites à cet égard suffisamment hors norme pour les gêner par exemple dans leur propre couple. Elles se sentent par ailleurs protégées par le caractère bon enfant des tournages, qui serait relativement exempt de disqualification des femmes et où le forçage sexuel se révélerait rare (dans un cas contraire observé par l'auteur, la jeune femme se venge de son partenaire qui n'a pas respecté son refus en le mordant à deux reprises). Enfin, elles s'avèrent souvent mieux payées que les hommes. Autrement dit les dominations les plus visibles et les plus attendues – physique et économique – sont relativement absentes. La découverte de ces faits confirme le caractère heuristique de la posture initiale.

Mais cette posture de recherche ne permet sans doute pas d'exonérer complètement le problème sur lequel on bute ici, comme dans les ouvrages déjà cités : le fait que la domination tend à se voir noyée comme le bébé avec l'eau du bain de l'analyse. Cette notion n'est ainsi jamais récusée par Sébastien Roux qui insiste de manière stimulante sur ses avantages cachés. Or ce ne sont là que les bénéfices secondaires de la domination, peu inventoriés¹⁴. Du coup le démontage du ressort d'ensemble de la domination – ici la remarquable analyse de l'injonction sociale faite aux femmes thaïlandaises d'être soutien de famille à tout prix – ne va pas tout à fait jusqu'à son terme.

Même reproche adressé à l'ouvrage de Mathieu Trachman. Certes, celui-ci dit « aborder les rapports de pouvoir sans vouloir réduire ceux-ci à l'exercice invisibilisé d'une violence physique » [133], réduction qu'opère à son sens Catharine MacKinnon¹⁵, quand elle assimile à un viol les prestations de l'actrice qui jouait dans *Gorge profonde* : « Pornography, in the feminist view is a form of forced sex, a practice of sexual

14. Albert Memmi, 1968, *L'Homme dominé*, Paris, Gallimard.

15. Catharine Mackinnon, 1989, *Toward A Feminist Theory of The State*, Cambridge, Harvard University Press.

politics, an institution of gender inequality” [MacKinnon, 1989 : 197]. Mais la prise de distance salutaire de Mathieu Trachman face à la dimension physique de la domination ne le conduit pas véritablement à aborder les rapports de pouvoir à nouveaux frais, alors que la richesse de son livre le lui aurait permis.

Car on apprend par ailleurs dans l’ouvrage que le travail pornographique entretient bien « quelque » rapport avec la domination. L’auteur sait d’abord nous rappeler que ce type de production est faite pour des hommes et par des hommes. On découvre aussi que le salaire des actrices tient avant tout à leur valeur sur le marché des caractéristiques physiques : leur jeunesse, leur nouveauté, la possible conformité de leur apparence – suédoise, japonaise – à la mode de séduction du moment. Il s’agit là de valeurs fongibles et l’on observe plus de *turn over* chez les actrices que chez les acteurs. Définis ici, et comme sur bien d’autres marchés par leurs compétences, ceux-ci sont aptes à s’autodéfinir, à se valoriser, à s’estimer à leur juste prix, au contraire des femmes : « J’ai du mal à savoir ce que je vaudrais » [195] déclare l’une d’elles.

Mais surtout, c’est comme de manière incidente que le premier chapitre de l’ouvrage – consacré à l’histoire du genre pornographique et à ses thèmes dominants – fait apparaître que la domination se niche ailleurs que dans le corps à corps hommes/femmes, puisqu’on y voit inventoriés tous les fantasmes dont la réalisation est apparemment nécessaire à la vente du produit pornographique : le forçage sexuel de l’autre (scènes de viol) ; l’initiation de la débutante (grâce à la différence d’âge entre acteurs des deux sexes) ; la consommation des petites filles ; enfin le consentement toujours déjà prêt des femmes (syndrome du *Ça glisse au pays des Merveilles*, pour reprendre le titre d’un film pornographique). Dans tous ces cas, le retrait et le refus féminin sont impensables, face à la toute puissance impérieuse du désir masculin. On assiste donc ici – et sous une forme parfaitement physique, pour le coup, mais dans l’imaginaire – à une hyper-ritualisation de la domination légitime : elle est toujours déjà consentie, et agréable pour tout le monde.

L’ouvrage révèle, au fond un peu malgré lui, que la domination tire aujourd’hui sa réalité et sa puissance de l’adhésion à ces fantasmes irrésistibles – et la chose est quelque peu désespérante à vrai dire – de l’inconscient des hommes, et sans doute des femmes aussi. Eros et l’inconscient – ceux au moins que sollicitent les producteurs de film – ont partie liée avec le pouvoir et l’autorité sans parole et sans réplique.

Cette perspective nous autorise à remettre vraiment ensemble les deux composantes essentielles du contenu de l’ouvrage – et de son titre – soit l’analyse du travail pornographique et de ses travailleurs d’une part, avec celle du contenu de la production de fantasmes d’autre part. La richesse de l’ouvrage permet ainsi d’aller vers une analyse toujours plus fine de la domination, à condition de l’avoir, en effet, oubliée dans un premier temps.

Tristana Pimor

Zonards. Une famille de rue

Paris, Presses universitaires de France, 2014, 219 p.

« Prix Le Monde de la Recherche »

par *Martyne Perrot*
 Centre Edgar-Morin EHESS
 perrot@ehess.fr

Qui sont ces « zonards » que nous croisons en ville sans vraiment les regarder, les évitant parfois, car leur style, souvent provocant, inquiète ? Comment ont-ils rejoint leur « tribu » et pourquoi et comment s’y maintiennent-ils ? Quelle est leur vision du monde ? Voilà le type de questions que s’est posé Tristana Pimor dans un livre rigoureux, original et courageux. Loin des discours moralisateurs ou psychologisant sur la délinquance et l’errance, l’auteur adopte une démarche interactionniste, dans le sillage ouvert par Howard Becker et Erving Goffman. Pratiquant une ethnographie « de l’intérieur », elle participe au monde de la *Family* dans un squat, pendant 3 ans (de 2008 à 2011), partage ses codes de rue, effectue des entretiens, recueille des récits de vie et des textes et chansons écrits par certains, d’où cette dimension de « recherche collaborative » à laquelle on sent que cette jeune chercheuse est très attachée. Dans cette sociologie, dite « indigène » l’informateur est conçu comme un « analyseur ». Cette relation privilégiée n’a pu naître, on s’en doute, qu’après un temps long d’approche et de négociation, instaurant la confiance, le respect mutuel et l’amitié. La recherche avançant, l’auteur diversifiera aussi ses terrains, les ouvrant aux travailleurs sociaux et aux commerçants dont les représentations jouent un rôle dans le cloisonnement des deux mondes, instituant une frontière et confortant chez les zonards une « histoire commune fictionnelle » [195].

De ce riche ouvrage, on retiendra plusieurs enseignements majeurs. Le premier est d'ordre méthodologique et concerne le caractère problématique de la désignation de ce groupe social. Il n'est en effet réductible ni aux jeunes SDF, ni à celui des toxicomanes, pas plus qu'aux fugueurs. Et Tristana Pimor avoue qu'au commencement « ses parachutes théoriques étaient mal assurés » [185]. C'est là une qualité du livre à saluer d'emblée car cette grande honnêteté intellectuelle n'est pas si fréquente.

Le second constat, c'est que la zone est, comme le rappelle Michel Kokoreff en préface, un « monde dur », que les *teufs* et *free party* voient à peine. Ce monde « hors norme » qui correspond à un territoire, une vision du monde, n'est pourtant pas dénué d'organisation, de règles et de valeurs [3]. Il n'est ni déstructuré, ni anémique. C'est ici le concept de « carrière déviante » [6] qui permet « d'échapper au misérabilisme » comme aux chocs biographiques [48-49] et de saisir au contraire « le déplacement » des acteurs vers « un nouveau statut, et une nouvelle identité, une nouvelle posture sociale » [6].

Troisième constat : l'accès à la zone s'effectue progressivement. On est d'abord *satellite*, puis *zonard intermittent*, enfin *zonard expert*, titre qui permet seul d'avoir le rôle de « père de rue » auprès d'un novice [74]. Enfin l'ultime stade, très envié, qui témoigne d'une maturité affective certaine est celui de *travelers* (nomade en camion). À chaque étape correspond une épreuve. Ainsi pour passer de *satellite* à *zonard intermittent*, en dehors des vols et du *deal*, la prise d'héroïne, « la vraie drogue », pourtant connotée négativement est une sorte de rite initiatique [83]. Si la séquence *traveller* signe en quelque sorte la fin de la carrière zonarde, certains réintégrèrent plus tôt un mode de vie presque « normal », avec le soutien d'aides sociales et parfois après une cure de désintoxication. Pour d'autres, la « sortie de route » fut la décision tragique de quitter ce monde [120]. L'auteur leur dédiera son livre et publiera une chanson écrite par l'un d'eux.

Une autre découverte correspond à l'organisation interne de la *Family* comme les squatteurs se désignent eux mêmes, qui, de façon inattendue, apparaît très hiérarchisée avec un chef qui décide d'accepter ou non de nouveaux membres, gère l'organisation quotidienne générale et décide des sanctions. La position de chef

tient autant au charisme personnel qu'à ce que l'auteur nomme un « capital criminel » acquis dans le rue (parfois très jeune). Ainsi chaque squatteur occupe-t-il un rôle à l'intérieur de la *Family*, ceux qui ne s'y conforment pas comme les « camés ou les baltringues » étant rejetés par le groupe.

La hiérarchie et ses critères de domination concernent aussi l'univers hommes/femmes. Du fait d'une organisation sous emprise masculine, les femmes sont considérées à l'instar des plus jeunes, sans connaissance pratique ou sans réseau, c'est-à-dire comme des « subalternes ». Elles doivent toujours se soumettre à de nombreuses normes, la zone étant à l'évidence un univers patriarcal. Les femmes « satellites » en couple avec un zonard doivent ainsi respecter des règles de bienséance ; une tenue physique et vestimentaire « correcte » qui masque leur féminité est requise. Dans cet univers où la violence, le *deal* et le vol sont admis, on est surpris d'apprendre que de telles conventions sont imposées et que la fidélité des femmes est une vertu reconnue et exigée.

En ne cédant ni au misérabilisme ni à aux approches sécuritaires des marges, Tristana Pimor montre enfin que le mode de vie précaire peut être l'objet d'un choix et la rue un territoire d'apprentissage [196]. Adhérer à la zone ne semble pas uniquement en effet compenser une appartenance sociale défavorisée, mais constitue plutôt une tentative « d'alternative politique », empruntant aux courants de pensée contestataires comme l'altermondialisme, l'anarcho-primitivisme, la sous-consommation, la transition durable et les contre-cultures punk et hippie. On découvre aussi dans ce mode de vie « tribal », un refus des valeurs consuméristes et matérialistes. L'interprétation est séduisante mais jusqu'où peut-on comparer un mode de consommation zonard à celui des altermondialistes ou des « décroissants » ? Ou bien à un mode de vie tribal, celui de la *Family* qui est uni-générationnel (car des enfants et des parents, il n'y en a point) ? Si les emprunts idéologiques sont évidents, dans les discours et rationalisations des acteurs, le mode d'appropriation n'en change-t-il pas la finalité ? Pour finir, à quelles conditions peut-on parler d'alternative politique ?

Ces questions étant posées, il reste qu'à cette famille de rue, qui semble être aussi devenue la sienne, Tristana Pimor offre un ouvrage subtil qui ne refuse ni le doute ni l'empathie.

Anne Monjaret et Catherine Pugeault (dir.)
*Le Sexe de l'enquête. Approches sociologiques
 et anthropologiques*
 Paris, ENS Editions, 2014, 264 p.

par Catherine Deschamps
 ENS d'Architecture de Paris Val-de-Seine
 Sophiapol/Lasco
 Université Paris Ouest Nanterre La Défense
 cathdes@club-internet.fr

Dans des publications, des colloques, voire exclusivement des discussions informelles qui ne laissent pas trace, les anthropologues et sociologues qui travaillent sur les rapports sociaux de sexe, sur la sexualité et, ajoutons-nous, sur le VIH-sida, accompagnent régulièrement leurs terrains ou enquêtes d'une démarche réflexive sur ce que fait leur propre sexe et orientation sexuelle à ce qui leur est donné à voir, à entendre, plus rarement à mesurer. Le grand mérite du recueil d'articles que dirigent Anne Monjaret et Catherine Pugeault est de sortir la question de l'incidence du sexe et de la sexualité des chercheuses et des chercheurs d'objets nécessairement liés au genre et à la sexualité. Il a ainsi été demandé à des auteurs travaillant sur des thèmes variés de souligner « tout ce que le protocole d'enquête et la progression de la recherche devaient aux effets de sexe » [11]. Bien qu'elles et ils n'aient pas forcément rendu compte de l'ensemble du processus scientifique, comme le regrettent les initiatrices de l'ouvrage en préambule, « laissant de côté l'interprétation de la dimension sexuée de leur identité dans le choix personnel de leur objet d'étude [...] comme dans l'élaboration de leurs hypothèses et, enfin, de leur écriture », les auteurs se sont attachés à décrire et analyser les « interactions vécues au fil des rencontres concrètes » [11].

Après un article d'ouverture consistant qui propose un état des lieux de la littérature existante sur le sujet, notamment par une analyse systématique des sommaires des principales revues de sciences sociales françaises et des articles afférents, le livre se divise en trois parties, chacune introduite par Anne Monjaret et Catherine Pugeault. Ce découpage témoigne peut-être davantage des angles avec lesquels les initiatrices pensaient – à raison – pertinent de croiser l'influence du sexe dans la relation d'enquête, que d'un ordonnancement des différentes contributions en fonction de leur contenu. La première partie se veut porter sur « les manières d'établir et de renforcer une relation de confiance » [81],

à la fois dans la durée et en essayant d'éviter de se sentir débiteur ou débitrice vis-à-vis de son interlocuteur ou interlocutrice » [82]. La deuxième s'attache au « théâtre des relations sexuées » [127], autrement dit aux lieux matériels des interactions et aux différentes formes sociales de proximité ou d'éloignement entre sociologues ou anthropologues et personnes enquêtées. La dernière passe du sexe à la sexualité et questionne les rapports de séduction, d'ambiguïté, de désir ou de rejet, qui traversent les relations de terrain, en tentant d'être aussi sensible « à la place du non-dit qui masque les définitions sociales de la féminité et de la masculinité sexualisées » [201] – non-dit susceptible de concerner la ou le chercheur, autant que celle ou celui qui est observé, et non-dit ou trop-dit qui peut également cacher des représentations d'enquêteur ou d'enquêtrice, ce qui se lit parfois en filigrane des articles.

Les chercheuses et chercheurs sollicités s'accordent sur un point : si ce sont les effets de genre ou de sexualité qu'ils isolent dans leurs contributions, d'autres variables sont également susceptibles d'influer de coproduire les relations d'enquête : entre autres, Isabelle Mallon, ayant travaillé sur des femmes et des hommes résidant en maison de retraite est attentive aux effets d'âge, même si elle observe que « la vieillesse est un âge de la vie encore insuffisamment questionnée par le genre » [86]. Il arrive en effet que, par leur caractère spectaculaire, des composantes sociales des populations observées en écrasent ou en rendent d'autres invisibles. Isabelle Mallon est par ailleurs l'un des rares auteurs de l'ouvrage à questionner rapidement ce que le choix de son objet de recherche et sa manière de l'aborder « par le bas [...] dans un souci d'aller au-delà des faits les plus publics » [88] doit peut-être à son propre sexe. L'article de Laurence Guyard portant sur les consultations gynécologiques, témoigne notamment des corps des personnes enquêtées et du corps de la chercheuse dans l'interaction d'enquête, avec des développements intéressants sur les effets de proxémie et les postures. Pierre-Noël Denieul qui étudie des femmes entrepreneures en Tunisie, et dont le terrain est le seul qui se situe hors de France, reconnaît sans détour que la question du sexe ne fait pas partie de ses préoccupations. On devine que se prêtant pourtant honnêtement à la commande, il continue d'être assez peu familier des débats et des enjeux autour du genre. Son évocation de la relation tripartite entre la stagiaire qui traduit de l'arabe vers le français, lui-même et les enquêtées est toutefois susceptible d'être poursuivie.

La contribution de Jasmina Stevanovic évoque également une relation tripartite, entre elle, le caméraman qui l'accompagnait sur les bateaux, et les femmes et hommes officiers de la marine marchande. Ses développements sur l'importance de la hiérarchie, analysée via le filtre du sexe et au-delà, sont particulièrement pertinents, où s'observe un système global de fonctionnement : « Cette importance donnée à la hiérarchie est liée à la sécurité du navire et de son équipage. Ne pas la remettre en cause, c'est savoir qu'en cas de problème, les ordres seront suivis immédiatement [...] Si nous fonctionnions comme eux, nous pouvions entrer en confiance [...] Et si vis-à-vis des hommes j'étais perçue comme la supérieure hiérarchique du caméraman, pour elles [femmes officiers de marine enquêtées] je devenais une subalterne à surveiller, à protéger, mais aussi à initier » [142-143]. Marc Bessin et Marie-Hélène Lechien, à propos de leur recherche sur la prise en charge sanitaire de détenus, abordent eux aussi les effets de la mixité de leur duo scientifique sur ce qui leur a été donné d'enquêter et sur la répartition des tâches, laquelle leur a été partiellement imposée par l'administration pénitentiaire et est donc interprétée rétrospectivement. Ils font partie des chercheurs qui osent pousser un peu plus loin l'objectivation. Travaillant dans des univers « survirilés », ils témoignent de l'injonction faite aux femmes d'éviter toute forme de « féminité ostentatoire ». Leurs développements sur les formes de « surpolitesses » qui « constituent autant de manières, pour les détenus ou pour les surveillants, de jouer avec les peurs et ou les réprobations qu'ils prêtent aux intervenantes extérieures » [154] sont particulièrement stimulants. Geneviève Provost, ayant pour sa part travaillé sur la féminisation de la police – autre territoire masculin –, note également combien les femmes rencontrées, et par effet ricochet elle-même, sont convaincues de « suivre les codes virils de la disqualification du féminin » [171]. Ses descriptions de la « règle de dissémination des femmes » [169] – conséquence du fait que lors des interventions, les équipes doivent toujours être en majorité composées d'hommes – et de ce que sa présence perturbe des équilibres qui lui sont liés, associent pertinemment la commande faite pour l'ouvrage avec des éléments de contenu de son enquête. Agnès Jeanjean continue d'observer un univers masculin, celui des égoutiers. Plutôt que d'insister sur le fait de ne pas adopter les codes de la surféminité, elle se sent d'abord encouragée à « faire la jeune fille » [186], dans un rapport initiée-initiateurs.

L'enquête d'Anne Saouter dans le milieu rugbybystique relate ses difficultés à accéder tout à la fois au groupe des hommes et aux trois cercles féminins qui entourent les rugbymen : les initiées (qui ne sont jamais des partenaires sexuelles), les groupies (qui le sont occasionnellement), les épouses (qui sont aussi des partenaires affectives mais qui, comme les mères, autres figures importantes, n'ont que peu accès à eux à-côtés festifs à l'inverse des deux premières catégories de femmes). Or, dit-elle, si « ma féminité a finalement été un atout : en perturbant au départ les habitudes du groupe [des hommes], elle m'a permis d'appréhender les normes. Elle m'a en revanche empêchée d'enquêter auprès d'un groupe particulier, celui des groupies » [214]. À la suite, Philippe Combessie interroge ce que son sexe et son orientation sexuelle ont provoqué lors de son enquête sur des femmes libertines. Contre toute attente, il estime que la séduction n'a pas « pesé sur la recherche malgré les apparences, beaucoup moins en tout cas que sur d'autres terrains » [227], peut-être parce que les femmes enquêtées « n'ont pas grand-chose à gagner à séduire un sociologue d'âge mûr : les capitaux dont il peut disposer n'ayant qu'une valeur réduite dans les milieux qui favorisent les échanges sexuels » [228]. Sylvie Bigot, dont l'article clôt l'ouvrage et dont les travaux ont porté sur les escort(e)s et leurs clients, a en revanche estimé nécessaire de marquer les limites pour éviter les ambiguïtés de séduction entre elle et les personnes qu'elle a rencontrées. L'apport de sa contribution tient notamment à sa réflexion sur les effets de genre et de séduction selon les lieux matériels ou virtuels de l'interaction et selon les modes de communications, par oral ou par écrit.

Comment, maintenant, synthétiser et dépasser l'accumulation des expériences de terrain rassemblées dans le livre ? Il convient ici de dire un mot des dernières pages que proposent Anne Monjaret et Catherine Pugeault. Or leurs propos de clôture tiennent davantage de la postface demandée à un tiers que de la conclusion écrite par celles qui ont sollicité des chercheuses et chercheurs particuliers : elles prennent le risque de les critiquer – ce qui permet d'ouvrir des pistes futures – et semblent être quelque peu déçues par rapport aux ambitions qui étaient les leurs en lançant le projet. En dépit de la qualité des articles, nous partageons certaines de leurs réserves et notamment la suivante : « Dans les textes recueillis, on accède [...] plutôt au point de vue supposé des enquêté(e)s, et l'enquêteur(trice) tait souvent son propre regard

sur ses interlocuteur(trice)s » [249]. Ce sont en effet le plus souvent les personnes enquêtées qui continuent d'être objectivées lorsque les sociologues ou les anthropologues peinent encore un peu à s'observer avec distance et sans indulgence. En conséquence, les articles ont autant un statut académique qu'ils peuvent se lire comme des sources et le début d'un terrain dont le chantier est considérable. Mais peut-être

sommes-nous là sur la corde raide de la réflexivité, exercice toujours périlleux lorsqu'il ne nourrit pas explicitement les analyses du terrain. Dans ce fait, les contributions les plus stimulantes de l'ouvrage sont celles qui savent tricoter questionnements sur le texte de l'enquête et dépassements de ces questionnements pour les reverser au registre de la fabrique de connaissance sur un terrain donné.